

Conférence mondiale de l'alimentation

un crédit non mérité quand je dis que c'est à lui qu'on le doit. J'ai été extrêmement inquiet face à l'attitude initiale du Canada sur cette question d'une importance vitale. Nous nous sommes alignés sur les pays riches et industrialisés et avons laissé entendre que nous n'allions même pas nous soucier de nous adresser aux pays en voie de développement au sujet des problèmes qu'ils estiment importants. Je dois avouer que cette attitude a changé. La résolution finale constituait un faible compromis, mais si c'est au ministre que nous devons ce changement, je lui en accorde le crédit en toute justice.

Je dirai en terminant que je suis d'accord avec le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) pour dire que la solution du problème alimentaire mondial repose surtout entre les mains des producteurs agricoles, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. On doit les consulter, on doit songer à leur sécurité, et le monde moderne doit procéder à une révision radicale de son attitude envers l'importance de l'agriculture. L'agriculture ne doit pas être subordonnée aux intérêts des spéculateurs ou aux intérêts de milieux qui contrôlent si souvent les marchés à leur propre avantage. Il faut créer une structure totalement nouvelle. Tous ces problèmes ne seront pas résolus, comme l'a déclaré Paul VI, par le recours à des mécanismes techniques automatiques. Il faut tenir compte des valeurs humaines. A mon avis, à tout prendre, la conférence de Rome pointe dans la bonne direction; elle est un pas de l'avant et, avec beaucoup de bonne volonté et un travail acharné, elle pourra devenir une étape importante dans l'histoire de l'humanité.

J'aimerais ajouter un dernier mot. Je m'associe au ministre dans ses hommages au groupe canadien connu sous l'appellation «organismes non gouvernementaux». J'estime que ce groupe a rendu un service précieux, éclairé; sa critique a été intelligente. N'eût été sa présence là-bas, la participation canadienne aurait été bien moins importante qu'elle ne l'a été.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance et surtout écouté la déclaration du ministre de l'Agriculture, et je dois dire qu'il n'y a pas eu d'exagération dans ses commentaires. Je pense qu'il a raison lorsqu'il a dit que le Canada avait fait bonne figure à l'occasion de cette conférence, par la qualité de ses délégués et surtout par les propositions qui ont été formulées.

Le Canada est un pays qui a répondu le plus favorablement, et cela depuis plusieurs années. Le Canada est capable de faire davantage, et l'objectif de la conférence était de trouver des moyens d'établir un partage des ressources alimentaires sur notre planète, afin d'assouvir la faim des peuples qui y sont en proie. Voir souffrir les autres de la faim, c'est déjà pénible, mais en avoir déjà été victime, ou avoir vu souffrir les siens dans sa propre maison, c'est encore pire. C'est à ce moment-là, je pense, qu'on comprend davantage la véritable situation des peuples affamés, des peuples qui manquent de tout ce qui pourrait leur permettre d'exploiter leur sol, de façon à produire suffisamment pour satisfaire à leurs besoins.

Il est arrivé parfois, et je suis convaincu que c'était sans malice, que certains députés nous ont accusés à tort d'être opposés au programme d'aide du Canada aux pays en voie de développement. Monsieur l'Orateur, je voudrais répéter ici que nous ne nous opposons pas à ce que le Canada aide les pays en voie de développement, les pays des peuples affamés, mais nous voudrions bien nous assurer que l'aide que nous apportons parvienne à destination, et que ce soit

[M. Brewin.]

des personnes qui en ont véritablement besoin qui en profitent d'abord. Il nous a déjà été rapporté que des quantités de produits alimentaires ont été gaspillées parce que placées dans des mauvais entrepôts. L'effort de notre pays avait été fait, mais on n'a pas pris les moyens nécessaires pour assurer que l'aide parvienne à destination. Est-ce que c'était accidentel ou voulu, je n'en sais rien, mais à tout événement, il faudrait prendre des mesures pour que les produits que nous expédions à ces peuples affamés parviennent à destination. Il est évident que le Canada est un pays très riche en ressources de toutes sortes, et qu'il peut même produire davantage.

Ce n'est pas d'hier que nous soutenons que le Canada devrait produire suffisamment tant pour satisfaire aux besoins de tout le peuple canadien que pour aider les nations qui sont dans le besoin.

Je considère, monsieur l'Orateur, que c'est un crime contre l'humanité que des milliers de fermes soient abandonnées et que des milliers de travailleurs en bonne santé soient dans l'oisiveté forcée au lieu de travailler.

J'ai reçu, au cours des dernières semaines, de nombreuses pétitions de mères de famille de ma circonscription qui me demandaient d'insister auprès du gouvernement pour que notre pays adopte une meilleure politique de production alimentaire. C'est ce que je me propose de faire à la prochaine occasion.

Ayant eu l'occasion, mes collègues et moi, de voyager au cours du mois de septembre 1974 en Belgique et en Hollande, nous avons constaté que dans ces deux pays tout le sol arable est exploité à 100 p. 100. Ce sont des gens qui comprennent la nécessité d'utiliser les possibilités de produire, et si le Canada veut produire plus efficacement, il lui faudra adopter immédiatement des mesures plus efficaces pour assister les producteurs agricoles.

Ce n'est pas tout de dire que nous allons donner, que nous allons faire un effort. Il faut produire pour être capable de donner suite à ces bon vœux.

Monsieur l'Orateur, l'augmentation scandaleuse du coût des engrais chimiques va contribuer à décourager les producteurs agricoles, et je crains que la production subisse en 1975 une diminution assez imposante due, justement, au facteur que je viens de mentionner. L'augmentation effarante du coût des machines agricoles est de nature à décourager davantage les producteurs agricoles.

En terminant, je voudrais dire que si nous voulons nous pouvons. Ce devrait être le mot d'ordre de ce Parlement. Avoir de bonnes intentions c'est bien, mais agir avec efficacité c'est encore mieux.

En plus de produire, il faudra adopter un système qui assurera la distribution des vivres jusqu'aux tables de ceux qui en ont besoin.

* * *

● (1150)

[Traduction]

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (B)

RENVOI AU COMITÉ PERMANENT

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par M. Chrétien, en conformité de l'article 59 du Règlement:

Que le budget supplémentaire (B) déposé aujourd'hui soit renvoyé au comité permanent des prévisions budgétaires en général.

(La motion est adoptée.)